

EXTRAIT DE REGISTRE DES DELIBERATIONS DU CONSEIL DE COMMUNAUTE

REGISTRE N° 1

Réunion du
23 octobre 2024



La séance du Conseil s'est
tenue à la salle des fêtes de
Wignehies à 18 h.

Etaient présents : **Pour ANOR** : M. Bernard BAILLEUL, M. Benjamin WALLERAND ; **Pour BAIVES** : M. Claude GARY ; **Pour FERON** : M. Jean-François BAUDRY ; **Pour FOURMIES** : M. Mickaël HIRAUX, Mme Valérie DUFOSSET, M. Maxence SIMPERE, Mme Nathalie PATIN, M. Louis YDE, Mme Corinne LEFORT, M. Jean-Luc BURY, M. Jean-Paul PRONAU, Mme Agnès DUPARCQ, M. Philippe VIEVILLE, M. Cédric GLASSET ; **Pour GLAGEON** : Mme Aurélie PEROT ; **Pour MOUSTIER EN FAGNE** : M. Jean-Michel HANCART ; **Pour OHAIN** : Mme Lydie BUREL ; **Pour TRELON** : Mme. Liliane COLLIER, M. Michel BOMBART ; **Pour WALLERS EN FAGNE** : M. Bernard NAVARRE ; **Pour WIGNEHIES** : M. Jean-Guy BERTIN, Mme Valérie SELLIER, M. Pascal COBUT, Mme Sylvie FOUAN, M. Clément CHIKH ; **Pour WILLIES** : M. Patrick LANDA.

Etaient absents excusés représentés et ayant donné pouvoir : **Pour ANOR** : M. Jean-Luc PERAT a donné pouvoir à Bernard BAILLEUL, Mme Joëlle BOUTTEFEUX a donné pouvoir à Benjamin WALLERAND, Mme Sandra PAGNIEZ a donné pouvoir à Jean-François BAUDRY ; **Pour EPPE SAUVAGE** : Mme Vivianne DESMARCHELIER a donné pouvoir à Maxence SIMPERE ; **Pour FOURMIES** : Benoît WASCAT a donné pouvoir à Aurélie PEROT, Mme Amandine TROCLET M. Mickaël HIRAUX, Mme Clothilde FRISON a donné pouvoir à Jean-Paul PRONAU, M. Jérôme ALCESILAS a donné pouvoir à Jean-Luc BURY ; **Pour OHAIN** : M. Sylvain OXOBY a donné pouvoir à Mme Lydie BUREL ; **Pour TRELON** : M. Thierry REGHEM a donné pouvoir à Mme Liliane COLLIER, Mme Ludivine GRANATA a donné pouvoir à Michel BOMBART

Etaient absents ou excusés : **Pour FOURMIES** : Mme Myriam COUPAIN, M. Jean-Pierre WILHEM, Mme Réjane CLEMENT, Mme Véronique BOUBIA ; **Pour GLAGEON** : M. Frédéric BETTIGNIES, M. Ludovic ZACHARIE **Pour TRELON** : M. Eric BONGIBAUT

Secrétaire de séance : M. Maxence SIMPERE

N° 328d ADMINISTRATION GENERALE - Construction d'un nouveau centre aquatique – lancement d'un concours restreint de maîtrise d'œuvre – composition du jury et indemnités

La commune de Fourmies mène sur son territoire la réalisation d'un nouveau quartier dans le secteur de la gare : le quartier REV3 des Verreries.

Dans le cadre de ses compétences et dans l'optique de remplacer la piscine municipale de Fourmies, dont l'espérance de vie est maintenant très limitée, la Communauté de Communes projette d'implanter un centre aquatique neuf dans ce nouveau quartier.

Démonstrateur régional REV3 et démonstrateur ADEME pour la conduite du changement, la commune, associée à la Communauté de Communes, promeut les opérations de transition énergétique avec l'objectif affirmé de développer l'activité économique locale et d'améliorer la qualité de vie et le bien-être de ses habitants.

Les objectifs poursuivis à travers ce projet de construction neuve sont multiples : proposer un espace multigénérationnel, favorisant l'apprentissage et le lien social,

facilement appropriable par des publics aux profils sociaux différents : jeunes, seniors, familles, sportifs, personnes atteintes de handicap, etc.

L'équipement se devra d'être structurant, attractif mais accessible dans sa tarification. Il conviendra de :

- Maîtriser les charges d'exploitation tant sur les aspects de la masse salariale que des fluides et des coûts de maintenance grâce à un bâtiment fonctionnel, facilement exploitable dans ses espaces, ses flux et sa surveillance mais également grâce à une technicité de conception moderne, respectueuse de l'environnement et performante dans ses consommations énergétiques, en eau ou encore en opération d'entretien / maintenance ;
- Répondre aux normes en vigueur (accessibilité, hygiène, sécurité, qualité d'eau / d'air, mode constructif) et aller plus loin en envisageant une démarche de certification pour le bâtiment afin d'offrir un équipement qualitatif dans son usage pour les utilisateurs et le personnel ;
- Faire participer au projet un spectre large d'acteurs en s'appuyant sur les compétences locales.

Les principales caractéristiques de l'opération, telles que figurant dans le programme sont les suivantes :

- Construction d'un centre aquatique avec :
 - Espaces d'accueil et administratifs / locaux du personnel
 - Annexes baigneurs dimensionnées pour répondre à la fréquentation maximale instantanée
 - Halle bassins avec :
 - Un bassin sportif 25x15m
 - Un bassin instruction / récréatif de 230m²
 - Une lagune de jeux de 60m²
 - Des locaux de stockage / infirmerie / local MNS
 - Locaux techniques et de service nécessaires au fonctionnement de l'équipement : production de chaleur, traitement d'air, traitement d'eau, TGBT, stockage produits, locaux entretien, etc.
- Aménagements d'espaces extérieurs avec :
 - Espace d'agrément baigneurs : solarium minéral et jeux d'eau
 - Espaces d'accès : parc de stationnement, cour de service

L'enveloppe prévisionnelle est estimée à :

- Estimation du coût conception/réalisation : 12,5 M€ euros HT
- Coût de l'opération : 16,14 M€ HT

La Communauté de Communes entend assurer la maîtrise d'ouvrage de l'opération et mener les différentes procédures attachées à ce projet, dont notamment la procédure de sélection de l'équipe de maîtrise d'œuvre.

Conformément aux articles L. 2125-1, 2° et R. 2162-15 à R. 2162-24 du Code de la commande publique (CCP), la technique du concours restreint est retenue.

Le concours se déroule en deux phases.

La première phase a pour objectif de sélectionner les candidats admis à concourir. Lors de cette phase, un jury examine les candidatures en se fondant sur les critères de sélection mentionnés dans l'avis de concours. Le jury formule un avis motivé et dresse un procès-verbal. Le nombre de candidats admis à concourir est fixé à trois.

La seconde phase a pour objectif de mettre en concurrence les candidats admis à concourir. Les projets - niveau esquisse - sont examinés de manière anonyme par le jury en se fondant sur les critères d'évaluation indiqués dans l'avis de concours. Un procès-verbal d'examen des prestations est dressé dans lequel est notamment consigné le classement des projets. Un commissaire de justice pourra être désigné pour garantir l'anonymat des dossiers lors de leur ouverture.

À l'issue du concours, et après avis du jury, l'acheteur choisit le(s) lauréat(s) du concours et négocie le marché public de maîtrise d'œuvre dans le cadre d'une procédure de marché négocié sans publicité ni mise en concurrence préalables (CCP, R. 2122-6).

Le planning prévisionnel de l'opération est le suivant :

- Signature du marché de maîtrise d'œuvre : juin 2025 ;
- Avant-projet définitif et dépôt du permis de construire : décembre 2025 ;
- Consultation des entreprises : juin 2026 ;
- Travaux : octobre 2026 - mai 2028 ;
- Livraison : juin 2028 ;
- Ouverture : juillet 2028.

Pour le concours, un jury composé de personnes indépendantes des participants au concours est constitué. Ce jury comprendra 9 membres qui auront voix délibérative :

- Président : Monsieur le Président, M. Mickaël HIRAUX
- Les cinq membres élus de la Commission d'Appel d'Offres
- 3 personnalités qualifiées au regard de la qualification professionnelle particulière exigée pour participer à un concours : Le Président du jury nommera ultérieurement par voie d'arrêté les membres du jury autres que ceux qui sont les membres élus de la Commission d'Appel d'Offres et notamment les 3 personnalités qualifiées et, le cas échéant, des personnes dont la participation présente un intérêt particulier au regard de l'objet du concours et qui auront voix consultative.

Les personnalités qualifiées membres du jury se verront verser une indemnité d'un montant de 500 euros HT par membre et par session de jury, en ce compris l'indemnisation des frais de transport.

Par ailleurs, conformément à l'article R. 2162-20 du CCP, les participants au concours qui ont remis des prestations conformes au règlement du concours bénéficient d'une prime. Le montant de la prime allouée à chaque participant est de 50 000 euros HT. La rémunération du titulaire du marché de maîtrise d'œuvre tient compte de la prime versée.

La réalisation du concours n'oblige pas la communauté de communes à entreprendre les travaux envisagés.

VU le Code général des collectivités territoriales ;

VU le Code de la commande publique ;

VU le Programme de l'opération ;

CONSIDÉRANT la nécessité pour le territoire de se doter d'un nouveau centre aquatique ;



CONSIDÉRANT que la désignation d'un maître d'œuvre pour la construction d'un nouveau centre aquatique nécessite l'organisation d'un concours restreint ;

Le conseil communautaire,

Après avoir entendu l'exposé de M. le Président,

Après avoir délibéré,

A l'unanimité,

APPROUVE le programme de l'opération de construction d'un nouveau centre aquatique ;

AUTORISE le lancement d'un concours restreint de maîtrise d'œuvre sur esquisse, au cours duquel 3 candidats seront admis au concours et à l'issue duquel un marché de services sera conclu avec le(s) lauréat(s), en application des dispositions de l'article R. 2122-6 du Code de la commande publique ;

AUTORISE Monsieur le Président, en sa qualité de Président du jury, à nommer ultérieurement par voie d'arrêté les membres du jury autres que les membres élus de la Commission d'Appel d'Offres ;

AUTORISE Monsieur le Président à désigner le lauréat du concours après l'avis du jury sur les projets ;

APPROUVE les conditions d'indemnisation des participants au concours non retenus et qui ont présenté un projet conforme au dossier de consultation à l'issue du concours, en l'occurrence le versement d'une somme de 50 000 euros HT par candidat étant précisé que la rémunération du titulaire du marché de maîtrise d'œuvre tient compte de la prime versée ;

APPROUVE la rémunération des personnalités qualifiées qui seront désignées par le Président du jury, à raison d'un forfait de 500 euros HT par session du jury, en ce compris l'indemnisation des frais de transport ;

AUTORISE la désignation, le cas échéant, d'un commissaire de justice aux fins de garantir l'anonymat des projets reçus ;

AUTORISE Monsieur le Président ou son représentant à signer tous les actes et documents nécessaires à l'exécution de la présente délibération.

Fait en séance les jours, mois et an susdits
Ont signé au registre les membres présents
POUR EXPEDITION CONFORME
Le Président